

Session de Lausanne – 1927

Règlement sur la procédure de conciliation

(Rapporteur : Comte Michel Restworowski)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'institution et les organes connus, entre autres, sous le nom de "Commissions de conciliation" et tendant à introduire une procédure de plus dans l'ensemble des moyens de solution pacifique des différends internationaux, traduisent un souci réel de conserver la paix et la concorde entre Nations souveraines ;

Recommande aux Etats de poursuivre résolument la conclusion de conventions ayant pour objet l'établissement des Commissions susdites et de s'inspirer, dans leur oeuvre, des principes suivants :

§I. Les Commissions de conciliation sont établies par voie de conventions bilatérales ou plurilatérales.

§II. Les Commissions de conciliation sont à créer comme organes permanents pour un temps limité, ou indéterminé d'avance, en prévision des différends qui, le cas échéant, naîtront après leur entrée en fonction.

§III. Les Etats contractants désignent eux-mêmes les membres dont se compose la Commission de conciliation et dont le nombre devrait être de préférence fixé à cinq. Libres de nommer chacun un membre à son gré, ils choisissent les membres restants, y compris le Président, par voie d'un accord commun.

Tous les Commissaires doivent jouir d'une haute considération morale et posséder une connaissance sérieuse des affaires politiques des pays intéressés entre lesquels ils s'efforceront de maintenir la paix et la bonne entente. Ceux choisis en commun doivent l'être parmi les ressortissants des Etats tiers qui ne seraient ni domiciliés sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat contractant, ni au service d'aucun d'eux.

Dans le cas où, pour régler un différend, se ferait sentir le besoin d'éclairer l'oeuvre de la Commission par le recours aux lumières de personnes spécialement compétentes, les Etats contractants lorsqu'ils jugeraient l'envoi à cette fin d'un ou de plusieurs experts insuffisant, peuvent stipuler que chacun d'eux aura la faculté d'y pourvoir, soit en remplaçant dans un court délai, le membre librement nommé par lui, par une autre personne particulièrement qualifiée, soit en adjoignant à la Commission existante un membre supplémentaire de son choix. L'attitude prise à ce sujet par un Etat contractant dicterait celle de son partenaire.

§IV. Tous différends entre les Etats contractants de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires, devront être soumis à une Commission de conciliation, à moins que les parties en litige ne se soient engagées par convention ou par compromis à porter le différend directement devant une juridiction arbitrale ou judiciaire.

§V. La Commission de conciliation peut dans chaque cas particulier entrer en fonction, lorsqu'elle aura été saisie par voie de requête émanant de l'une ou l'autre des parties intéressées et adressée au Président.

Après un examen impartial et consciencieux des questions en litige, tant sur les points de fait que sur les prétentions éventuelles des Parties, elle s'emploiera uniquement à amener entre les Parties une conciliation complète et définitive.

Un rapport, signé par la majorité des Commissaires et contenant, le cas échéant, les termes de l'arrangement proposé, sera confidentiellement communiqué aux Parties avec l'invitation de se prononcer dans un délai déterminé. L'exposé des faits, les considérations juridiques et l'accord suggéré aux Parties n'auront ni dans leur ensemble, ni séparément, à l'égard de celles-ci, le caractère d'une sentence obligatoire.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant simplement, soit que les Parties se sont arrangées, auquel cas les conditions de l'arrangement y seront incorporées, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Aucune publicité ne sera donnée soit à l'ensemble des travaux de la Commission, soit au rapport, soit au procès-verbal, autrement qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

§VI. La Commission est libre de régler elle-même la procédure en tenant compte, à fin d'enquête, des dispositions du Titre III de la Convention de La Haye de 1907.

Les Parties sont tenues de faciliter de toute façon les travaux de la Commission, et à cet effet, elles doivent :

- a) s'abstenir, même à titre de représailles, de toute mesure coercitive ou vexatoire dès que l'une d'elles aura saisi le président ;
- b) cesser toute mesure analogue déjà commencée et en général ne faire aucun acte pouvant compromettre le succès des efforts de la Commission en vue de la conciliation.

*

(2 septembre 1927)